

Le Jour, 1953
30 Juillet 1953

LA NOUVELLE PROVOCATION D'ISRAEL

L'ambassade des Etats-Unis en Israël ne se transportera pas à Jérusalem. Elle demeurera à Tel-Aviv en dépit de la décision du Gouvernement israélien d'établir ses Affaires étrangères dans la Ville Sainte. Ainsi en a décidé le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis ; et sans doute est-il en plein accord avec le président Eisenhower.

La réaction américaine est édifiante, on ne peut le nier ; mais jusqu'où la résistance de Washington ira-t-elle ? M. Foster Dulles « **a rappelé que le Gouvernement américain avait, à deux reprises en juillet 1952 et en mars de cette année, fait part de sa position à ce sujet aux autorités israéliennes** ».

Or les autorités israéliennes bravent les Etats-Unis comme elles bravent les Nations-Unies. Elles font prévaloir le fait sur le droit, et l'initiative sur l'avertissement. Jusqu'à quand la représentation diplomatique des Etats-Unis, celle du Royaume-Uni et celle de la France tiendront-elles à Tel-Aviv, alors que M. Moshé Sharett s'installe à Jérusalem ?

M. Foster Dulles a vu dans la mesure « unilatérale » israélienne une provocation « de nature à accroître la tension qui existe au Moyen-Orient ». Comment en douter ? Le Moyen-Orient (et le Proche évidemment) sont choqués par la nouvelle entreprise d'Israël. Ils y voient une raison de ne plus croire à rien en fait de perspectives de détente, dans un monde que la méfiance et le doute ravagent.

En bonne logique, en bonnes justice, la ferme attitude des Etats-Unis appelle un pas décisif vers l'internationalisation de Jérusalem. Le sens du refus, c'est qu'Israël ne peut pas, ne doit pas faire de Jérusalem sa capitale, que la Ville Sainte appartient spirituellement à quarante nations et que l'internationalisation répond aux vœux de plus d'un milliard de croyants de la Chrétienté et de l'Islam, d'un bout à l'autre de l'univers.

C'est la passivité, c'est le sommeil léthargique des Nations-Unies qui ont induit M. Moshé Sharett à tenter de forcer la main. Ce nouveau coup de force, s'y résignera-t-on après tant d'autres ? Et parlera-t-on dans quelques mois du fait accompli, comme on l'a fait tant de fois jusqu'ici ?

Voici le moment pour les Nations-Unies de reprendre en mains le sort de Jérusalem ; de mettre un terme au travail rongeur de l'Etat d'Israël et à ses convoitises.

Redisons-le avec force, comme le vieux Caton le disait de Carthage ; mais avec le désir de contribuer à construire le monde nouveau et non point celui de détruire une nation ; IL NE PEUT Y AVOIR DE PERSPECTIVES DE PAIX AVEC ISRAEL SANS LA GARANTIE CONTRACTUELLE INTERNATIONALE DES FRONTIERES VOISINES ET SANS L'INTERNATIONALISATION DE JERUSALEM.